

MONDE

# L'aide au développement, pour quoi faire ?



En ces temps de crise, l'aide publique au développement qui serait trop onéreuse est mise en cause. Les Maisons familiales engagées dans le partenariat international ont voulu réfléchir à cette question avec l'aide de Jean-David Naudet, économiste, qui travaille à l'Agence française de développement.

**Le Lien.** Quand tout le monde a plus important à régler chez soi, quels arguments doit-on déployer pour motiver le partenariat international ?

**Jean-Daniel Naudet.** Beaucoup d'événements à l'étranger ont des conséquences chez nous. Il y a des risques de guerres dans plusieurs régions du monde. Il y a des trafics. Il y a des flux migratoires. Il y a un combat sur les valeurs (sur la démocratie, sur le droit des femmes, sur les droits de l'homme). Il y a des catastrophes naturelles répétées, il y a des irréversibilités écologiques. Il y a un enjeu

urbain fantastique. Il y a des choses très importantes chez nous bien entendu, mais il y a aussi des enjeux internationaux qui sont à l'échelle de la survie civilisationnelle pour certains et, pour le moins, de la survie de notre modèle.

**L'aide au développement peut sembler une goutte d'eau dans un océan. Quelle est son efficacité ?**

**J-D Naudet.** Les journalistes résumant souvent cette aide à un transfert d'argent. C'est aussi beaucoup d'autres choses sur lesquelles je vais insister. Ces financements à l'échelle du monde sont marginaux, c'est



« Sous l'effet de la crise, l'aide publique au développement (les dons et les prêts des pays riches vers les pays en voie de développement) a connu une baisse quasi généralisée en 2011 parmi les grands donateurs européens. » (Le Monde/mai 2012) (Photo: Mali / Fédération MFR Ille-et-Vilaine)

évident, mais ils sont sans alternative.

**Qu'est ce qui anime ces politiques de développement ?**

**J-D Naudet.** Plusieurs choses notamment les notions de devoir, de solidarité et de responsabilité. C'est une dimension indispensable pour que le projet d'aide publique au développement existe et résiste.

L'aide peut revêtir différentes formes, d'État à État, de citoyen à citoyen ou au sein de mou-

vements syndicaux, associatifs, des églises. Il faut ajouter ce que j'appelle le « philanthrocapitalisme » c'est-à-dire l'aide des milliardaires qui trouve son ressort dans les devoirs qu'auraient les « riches » vis-à-vis des citoyens pauvres.

**Quels sont les moteurs qui donnent le pouvoir d'agir ? D'où vient cette énergie ?**

**J-D Naudet.** Je distingue trois sources :

La politique d'aide est marginale mais c'est un des seuls moyens à travers lesquels on peut influencer sur les grands enjeux globaux : que ce soit les inégalités mais aussi les biens publics mondiaux tels le climat, la biodiversité, les épidémies, les catastrophes, les crises financières, la transition énergétique.

L'aide est aussi un vecteur d'intérêts économiques, d'influences et de valeurs. C'est pourquoi à tous les G7, G8 et G20 des années 2000, la question de la pauvreté et de l'aide était au programme des grands de ce monde

(avant que la crise financière ne balaie cela), largement pour des questions d'image. L'aide est un vecteur de promotion de valeurs (démocratie, droits de l'homme, égalité, respect de la nature). Toute la question est de savoir si ces valeurs sont universelles ou si on croit qu'elles le sont. Enfin l'aide existe car il y a un besoin de liens et de sens qui est moins souvent cité mais tout aussi important. Pourquoi la plupart des collectivités françaises ont-elles des programmes de développement ? Quel est l'enjeu géostratégique ? C'est bien la question du sens qui est posée.

**Aujourd'hui, qu'est ce qui change ?**

**J-D Naudet.** Il y a des situations nouvelles qui rendent plus complexes la perception d'un certain nombre de devoirs. Avant le monde était très simple les inégalités géographiques entre les pays l'emportaient par un facteur 5 ou 10 sur les inégalités à l'intérieur des pays. C'est moins le cas. Les inégalités s'accroissent dans les pays riches et le niveau de vie s'accroît dans les pays anciennement pauvres. Dans le monde, de nouveaux acteurs interviennent. Je pense aux pays émergents (en premier

lieu, la Chine et le Brésil) ainsi qu'aux acteurs privés, les fondations par exemple, qui constituent une nouvelle dimension de cette cartographie des acteurs. Il y a des enjeux climatiques et environnementaux. Les pays du Nord qui consomment de l'énergie depuis 50 ou 100 ans et les pays émergents qui consomment depuis peu mais de façon intense en sont les principaux responsables. Les pays en paient un lourd tribut. Les responsables ne veulent pas en assumer les conséquences. Il y a un risque important de paralysie de l'aide.

Il y a également un renouveau des enjeux géostratégiques, notamment autour des matières premières. Pour les pays les plus pauvres, c'est plutôt une bonne nouvelle.

Sur les finalités du développement, il n'y a pas de changements. Les objectifs du millénaire ont canalisé l'énergie et les financements des pays. Ils vont être renouvelés.

L'enjeu d'établir une justice mondiale aujourd'hui s'atténue mais peut-être temporairement puisque tout cela suit des cycles...

(Tiré du magazine des Maisons familiales rurales, *Le Lien*, édité par l'UNMFREO)



Les MFR sont engagées dans le partenariat international dans le cadre d'un programme financé par l'Agence française de développement (AFD). Il concerne 16 pays et 20 fédérations qui étaient rassemblées à Paris en septembre dernier pour une session sur l'accompagnement. Jean-David Naudet a apporté sa réflexion sur l'aide publique au développement. (Photo UNMFREO)